

MAYOTTE : CATASTROPHE NATURELLE ET CATASTROPHE SOCIALE

Le 14 décembre, Mayotte a été en proie au cyclone Chido et la situation de la population est critique. Elle met en lumière les difficultés de l'île et notamment l'incurie de l'État français. Bayrou a dépêché sur place l'ex-ministre des Outre-mer et, surtout, Retailleau, le successeur de Darmanin, encore pire que son prédécesseur qui avait laissé un bien mauvais souvenir à Mayotte avec la chasse aux pauvres et aux migrants de l'opération Wuambushu d'avril 2023 qu'il avait dirigée.

DES DÉGÂTS CONSIDÉRABLES...

Le cyclone a ravagé tout le nord de Mayotte, avec des rafales de vent de plus de 220 km/h. Le port de Mamoudzou a été détruit, l'aéroport sérieusement endommagé, l'hôpital aussi. Des quartiers entiers ont été rayés de la carte. Le bilan humain reste difficile à établir : 31 morts sont officiellement recensés à ce jour, le préfet a dit craindre qu'il y en ait en fait des milliers ensevelis sous les décombres. Le nombre d'habitants qui ont tout perdu est beaucoup plus important. 100 000 habitants seraient sans toit, soit près du tiers des habitants de l'archipel.

... SUR FOND DE MISÈRE AMBIANTE...

Les dégâts sur les infrastructures ont rendu l'accès à l'électricité, aux services téléphoniques et à l'eau courante encore plus difficile que d'habitude, compliquant le travail des secours. D'autant que les routes, déjà insuffisamment entretenues, ont été rendues impraticables à cause des nombreux arbres déplacés par le vent.

Les quartiers les plus pauvres sont en première ligne. Les bidonvilles représentent un tiers des habitations à Mayotte : bâtis en tôles, ils ont été emportés. Les sans-papiers sont encore plus touchés : ils ont été nombreux à ne pas s'abriter dans des centres d'hébergement de peur d'être arrêtés. L'hôpital et les centres de santé, déjà en piètre état, ont été abîmés et inondés, et se retrouvent incapables d'accueillir et de soigner tous les blessés.

Les catastrophes naturelles sont de plus en plus fréquentes à cause des ravages du capitalisme sur le climat, comme l'ont rappelé les récentes inondations à Valence en Espagne. Mais l'ouragan Chido a plus à voir avec les catastrophes au Pakistan en 2022 ou en

2023 en Libye : la situation de misère et de sous-développement rend en effet ces populations encore plus vulnérables que celles des pays riches.

... ET DE RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT FRANÇAIS

L'État français a d'abord réagi en annonçant la présence de 1 600 policiers et gendarmes sur l'île, visiblement moins préoccupé par les problèmes de la population que par les « pillages », avant de rectifier le tir de sa com' en mettant en avant l'envoi de la sécurité civile, de pompiers et l'établissement d'un pont aérien entre la France et Mayotte, via La Réunion. Il faut dire que c'était particulièrement choquant alors que les habitants, privés de tout, cherchent de l'eau et de la nourriture !

Bayrou annonce suivre la situation « heure par heure » et les représentants de l'État jurent faire de leur mieux pour régler la situation, cela ne calme en rien les inquiétudes des habitants. Au-delà du choc ressenti, il y a de la révolte contre l'État français. Un sentiment d'abandon qui ne vient pas de nulle part : le sous-financement des services publics et la répression sont des constantes à Mayotte. Cela a empiré ces dernières années avec la gestion calamiteuse du Covid et la chasse aux pauvres et aux migrants pendant l'opération Wuambushu.

Les larmes de crocodile de Macron et de ses acolytes sont donc particulièrement hypocrites. Mayotte est officiellement un département français. Mais la situation sur l'île ressemble bien plus à celle des plus pauvres parmi les pays africains voisins qu'à la métropole du septième pays le plus riche du monde. Ce cyclone a lieu sur un territoire déjà ravagé depuis des années par l'impérialisme, une catastrophe qui, elle, n'a rien de naturel.

LUTTONS TOUS ENSEMBLE CONTRE LE TSUNAMI DE LICENCIEMENTS

Depuis des mois, les annonces de licenciements s'accumulent : MA France, Valeo, Michelin, Auchan, Vencorex, ArcelorMittal, ExxonMobil, etc. Malgré leurs énormes profits de ces dernières années, les PDG en veulent toujours plus et licencient !

Le patronat, appuyé par l'État, est à l'offensive. Pour imposer l'arrêt des licenciements, il ne suffira pas « d'interpeller les pouvoirs publics », comme l'a déclaré Sophie Binet, la dirigeante de la CGT. Il faudra qu'on se batte tous ensemble, public ou privé peu importe le secteur. Comme les salariés de la plateforme chimique Vencorex du Pont-de-Claix (Isère), en grève depuis bientôt deux mois. Comme on le dit dans les manifs : « C'est pas à Matignon qu'on obtiendra satisfaction », mais en prenant directement notre sort en main !

MAGASIN GRANDE DÉSORGANISATION

Au MGH, les palettes s'accumulent une fois de plus. Cette fois-ci, ce n'est pas lié à une panne, mais au manque de personnel : ceux qui partent ne sont tout simplement pas remplacés. Et lorsqu'ils le sont, ce sont des intérimaires qu'on envoie au charbon sans prendre le temps de les former. Peut-être qu'un jour la direction se rendra compte qu'elle a besoin de nous pour faire tourner la boîte ?

POUR L'EUROPE, IL Y A DICTATURE ET DICTATURE

À peine Bachar el-Assad venait-il de s'enfuir que l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, la Suède, la Norvège et l'Italie ont suspendu l'accueil des réfugiés syriens. Ils parlent déjà de renvoyer ceux qui sont déjà installés, souvent depuis longtemps. La France dit y réfléchir... La tête du nouveau chef du gouvernement islamiste syrien est pourtant mise à prix comme terroriste par les États-Unis. Le risque est donc grand de renvoyer les réfugiés, en particulier les femmes, directement dans la gueule du loup. Mais peu importe à ceux qui nous dirigent, du moment qu'ils peuvent flatter l'extrême droite !

VIVEMENT LES VACANCES !

La plupart d'entre nous attendent avec impatience les vacances de Noël. Eh oui, compliqué de supporter ces conditions de travail toujours plus délétères, en plus de la fatigue et du froid. Vivement les vacances pour nous reposer et revenir motivés pour ne pas se laisser marcher sur les pieds, pour les NAO et après !

VISITE DE L'ANSM : LA DIRECTION EN SUEUR

Pour réussir l'inspection et maintenir son activité, la direction semble presque prête à nous dicter les bonnes réponses pour l'ANSM. Mais nous savons faire notre travail, et nous y tenons. C'est la direction qui est responsable de la situation à Cenexi : matériel obsolète, dysfonctionnements, manque de personnel... Nous leur avons déjà donné les solutions au manque de moyens de manière objective et appropriée. Il est plus que temps de les imposer !

LA DIRECTION « PREND SES RESPONSABILITÉS » ? PRENONS LES NÔTRES !

Suite à des non conformités découvertes pendant la visite de l'ANSM, la direction a décidé d'arrêter la production en fabrication liquide, pour se montrer responsable. Cependant lorsqu'il s'agit de notre santé, on peut se ruiner le dos, les épaules ou les poignets, il n'y a vraiment que nous et notre rapport de force pour faire respecter notre santé !

20 000 INTÉRIMAIRES REMERCIÉS À LA POSTE

La Poste a annoncé la suppression de 20 000 contrats d'intérimaires en décembre. La boîte peut se féliciter de son chiffre d'affaires (34 milliards d'euros en 2023) grâce à ses « choix stratégiques » : maintenir sa masse salariale dans la précarité, et les jeter quand elle veut économiser. Certains étaient dans l'entreprise depuis plus de 10 ans. Pour eux, la précarité et pour leurs collègues, une surcharge de travail juste avant les fêtes. Nos vies valent plus que leurs profits !

CE N'EST PAS À NOUS DE PAYER LEUR DETTE

Au prétexte de « déficit budgétaire » et de dette, il faudrait économiser des dizaines de milliards d'euros. Mais l'austérité, ce n'est que pour les classes populaires : pour les entreprises et leurs actionnaires, c'est open bar ! Pour l'année 2023, l'État français a payé, à la place des patrons, 80 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales sur les bas salaires. Pourtant, les bénéfices des entreprises du CAC 40 ont été de 149 milliards d'euros en 2023 et devraient être similaires en 2024. Dans le même temps, le gouvernement supprime des postes dans l'éducation alors que les classes sont trop chargées et continue de fermer des lits dans les hôpitaux. Mais les riches pourront toujours se payer des hôpitaux et écoles privés.